

## Dans la police, « il donnait l'impression d'être un intérimaire »

CHRISTOPHE CORNEVIN [@ccornevin](#)

PLACE BEAUVAU, la sidération a cédé le pas à la lassitude. Le départ de Bruno Le Roux, quelques heures après l'ouverture d'une enquête préliminaire visant les emplois de ses enfants à l'Assemblée nationale, a fauché en plein élan les équipes du ministère de l'Intérieur. Et il n'est pas acquis que son successeur Matthias Fekl, jeune hussard du hollandisme âgé de 39 ans et novice en matière de sécurité, puisse changer la donne. « C'est un accident industriel, jamais une telle nouvelle aurait pu tomber à un plus mauvais moment », convient un haut fonctionnaire, catastrophé. Le couperet est tombé en effet à l'heure où la menace terroriste plane sur le

pays, où le dialogue entre les forces de l'ordre et la population fait polémique. « On n'avait vraiment pas besoin de cela, lâche un cadre qui a connu l'alternance. Même si la machine continue à tourner toute seule bon gré mal gré, beaucoup de gens sont aujourd'hui dépités. L'atmosphère était de toute façon plombée depuis le départ précipité de Bernard Cazeneuve. Nous ressentons comme un sentiment d'abandon. »

Au moment où les policiers en colère peinent à masquer leur désarroi, le départ en rase campagne de leur ministre passe plutôt mal. « Depuis l'ouverture d'une enquête par le parquet national financier, nous savions que la position de Bruno Le Roux était fragilisée, remarque Céline Berthon, responsable du Syndicat des commissaires de la police nationale

(SCPN). De toutes les façons, il y avait un problème structurel puisque l'on ne pouvait imaginer qu'un service de police puisse enquêter sereinement sur son propre ministre. Selon nos souvenirs, jamais la Place Beauvau n'a été confrontée à une situation de cette nature... »

### Un jeu de bonneteau

Les cadres de la police nationale sont d'autant plus amers que le jeu de bonneteau improvisé en urgence intervient au moment stratégique où le ministère de l'Intérieur doit gérer le bon déroulement des prochaines échéances présidentielles, mais aussi les risques de troubles à l'ordre public qui en découlent. « Ces enjeux sont bien réels », insiste Céline Berthon, qui rappelle que « l'institution a

plus que jamais besoin d'un chef, surtout quand la période est troublée ».

« Sur le plan symbolique, c'est désastreux, renchérit Patrice Ribeiro, patron de Synergie-officiers. Depuis le départ de Bernard Cazeneuve, nous n'avons plus vraiment d'interlocuteur. Beauvau était piloté en quelque sorte par un hologramme. Même si Bruno Le Roux est un homme agréable, il donnait parfois l'impression d'être un intérimaire sachant lui-même que son temps était compté. Son départ ne changera rien car, dans les faits, personne ne s'en apercevra... »

De manière anonyme, les policiers lâchent les coups. « Beauvau est devenu un ministère bancal, une coquille vide », note un responsable qui observe que « pour toutes les décisions stratégiques comme

lors des dernières alertes terroristes, c'est Matignon qui prend la main ».

Trois mois et quinze jours après sa nomination, l'ancien maire d'Épinay-sur-Seine, battu en 2001, jette donc le gant pour défendre son honnêteté. Illustre inconnu chez les policiers et les gendarmes, Matthias Fekl aura une trentaine de jours pour comprendre les arcanes d'une mécanique extraordinairement complexe. Une gageure, pour ne pas dire une mission impossible. Sauf à considérer que l'ombre portée de Bernard Cazeneuve continue à planer plus que jamais sur l'un des ministères les plus exposés de la République. Jamais Beauvau n'aura si bien mérité le label que lui collent avec ironie ses collaborateurs : le « ministère des bonnes nouvelles ». ■